

Démocratie

LE GRAND CONTOURNEMENT. QUAND LA SOCIÉTÉ REPREND LA MAIN

Marie Gariazzo

01/06/2026

Notre société serait marquée par une fatigue démocratique, sociale et informationnelle. Or cette lassitude de la population ne se traduit pas par un désengagement total, mais plutôt par un déplacement du politique vers le quotidien : débrouillardise, autoproduction, entraide, réseaux informels, etc. Marie Gariazzo, codirectrice de l'Observatoire de l'engagement de la Fondation Jean-Jaurès¹, analyse les nouvelles formes d'engagement qui émergent et montre que de multiples formes d'infrapolitique se développent en dehors des cadres institutionnels traditionnels.

Méthodologie

Cette note s'appuie sur plusieurs études qualitatives et quantitatives réalisées par L'ObSoCo, dont une étude qualitative menée dans le cadre de L'Observatoire des nouvelles perspectives utopiques, conçue à partir de six réunions de groupes auprès de différentes catégories de personnes vivant en France, de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de sympathie partisane et de lieu de résidence variés.

Des Français fatigués mais pas abattus

Fatigue informationnelle, écologique, démocratique... Plus de sept Français sur dix estiment que la démocratie fonctionne mal. 81% n'ont pas confiance dans les partis politiques². La situation n'est pas totalement identique, mais les centrales syndicales, les institutions religieuses, les grandes associations..., toutes ces structures qui façonnaient notre société, souffrent également d'une forme de désaffection. Les Français ont-ils décroché ? Certains signes peuvent le laisser penser : ils se replient sur la sphère privée, fuient l'écosystème médiatique, se rendent de moins en moins nombreux aux urnes ou à l'église, etc. Comme si le remède à la « grande fatigue » était une sorte

d'indifférence au monde et à ce qui s'y trame, ou une forme de « nihilisme passif », pour reprendre les termes de Nietzsche³.

Et pourtant, nos études révèlent autre chose. L'envie d'agir résiste. Plus de six Français sur dix se disent prêts à s'investir à l'échelle locale, au niveau de leur quartier ou de leur commune⁴. Les études qualitatives que nous réalisons partout en France nous renseignent d'ailleurs sur ce qui peut se cacher derrière cette notion d'investissement. Elles révèlent une société fatiguée, mais loin d'être abattue. Au contraire, nous la sentons curieuse d'inventer d'autres choses, d'autres manières de vivre, d'agir, de se débrouiller, de s'en sortir... L'envie de reprendre le contrôle est souvent là, de façon subie mais aussi par choix. Se dessine une société qui contourne, s'organise à côté des institutions. Ce qui se joue ici n'est pas une sortie de la politique, mais un déplacement, ou une forme de « nihilisme actif⁵ ».

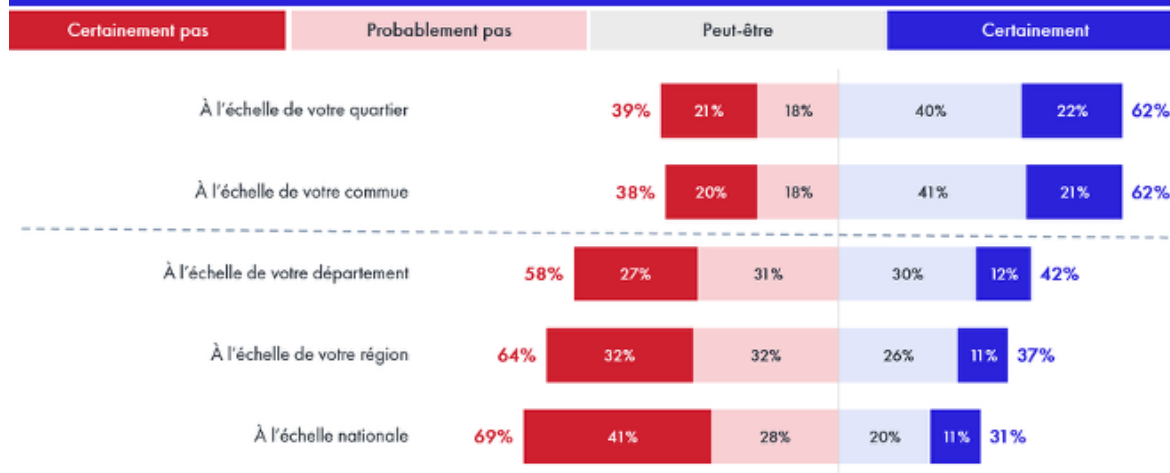
LE DÉSIR DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE



Une envie d'engagement à l'échelle locale, beaucoup plus limitée aux autres échelles

« Vous-même, seriez-vous disposé à vous investir dans la vie publique pour prendre part aux décisions politiques ? »

Base totale: sous-échantillon en 3, n=1332



Ce contournement n'est, selon nous, pas à négliger. La fatigue collective pourrait même finir par devenir une nouvelle ressource, se révéler énergisante, redonner un certain élan, comme l'exprime Jérémie, la quarantaine, agent d'exploitation dans le service public : « Il y a un sentiment de solidarité dans la fatigue parce qu'on sait qu'il y a beaucoup de fatigués et demain s'il y a un fatigué qui prend la main, on prend un coup de Redbull et on repart ».

« Faire sans les puissants », ou l'éloge de la débrouillardise

Il y a encore une quinzaine d'années, ceux qui vivaient « en dehors du système » ou « faisaient un pas de côté » étaient souvent taxés de « marginaux », d'« hurluberlus » ou de « cassos ».

Aujourd'hui, le regard a changé. Les « alternatifs », les « débrouillards », ceux qui agissent pour reprendre la main, échapper à la dépendance de la technologie, du système de consommation, des « puissants », etc. suscitent une certaine admiration. Pour Daniel, la cinquantaine, conseiller funéraire dans le Grand Est, cette capacité à se débrouiller va même devenir, avec le temps, une compétence précieuse, une nouvelle valeur : « Je pense qu'il y aura même deux sortes de sociétés. Ceux qui vont vouloir rester dans le milieu rural, qui vont se démerder sans les hôpitaux, se débrouiller entre eux à faire leur petite popote, du troc, du service... Et il y a ceux qui seront en ville, qui n'auront pas forcément les moyens de pouvoir s'excentrer ou qui auront peur : des hyper-assistés, d'un côté, et des hyper-débrouillards, de l'autre. »

Le « faire soi-même », par exemple, gagne du terrain : une manière concrète de reprendre la main sur sa consommation et plus globalement sur son quotidien, pour des raisons à la fois économiques et écologiques. L'engouement pour l'autoproduction n'était pas un effet passager de la pandémie. Il s'agit bien d'un mouvement de fond. 70% des Français pratiquent au moins une activité d'autoproduction (culture de fruits et légumes, production d'engrais naturels, fabrication de conserve, etc.)⁶. Les motivations sont nombreuses : sanitaires, économiques, manuelles, etc. Mais le souhait de gagner en indépendance vis-à-vis des entreprises progresse aussi. Pour près des deux tiers de la population, il est important de pouvoir s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers et/ou en organisant des filières avec des petits producteurs⁷. Cette volonté de réappropriation va de pair avec une lecture de la société qui fait la part belle aux « petits » acteurs contre les « gros » qui suscitent toujours plus de méfiance.

Tout le monde n'a évidemment pas les mêmes capacités à reprendre la main : la débrouillardise crée ses propres inégalités. Mais, ce qui est sûr, c'est que dans la débrouille, l'union des forces compte. Plusieurs nous le disent, sans toujours le formuler explicitement. L'individualisme commence à montrer ses limites, voire à faire peur. Le collectif redevient un moyen de faire face à l'adversité, de se sentir davantage en sécurité. Il constitue aussi une opportunité de mutualisation, qu'il s'agisse de partager ses talents, ses forces, mais aussi les coûts (en matière d'alimentation, d'habitat, de déplacement, etc.). Pour Nina, assistante maternelle en région parisienne, c'est une évidence : « En 2050, on ne demande plus aux « puissants » de nous sauver, on se demande comment ne plus être seuls. Pour continuer à vivre, on a besoin d'un collectif ». Ce n'est pas de l'idéologie, c'est du pragmatisme, pour faire face à un monde de plus en plus instable et à une

société perçue comme divisée. 76% des Français pensent qu'il faut privilégier l'entraide plutôt que la concurrence, dans notre société⁸. Pour Antoine, la trentaine, architecte de profession dans les Hauts-de-Seine, c'est essentiel : « Il faut apprendre à s'organiser de manière collective, il ne faut pas rester dans son traintrain quotidien, il faut dépasser les différences, aller voir le voisin qui n'est pas pareil, même si c'est un con, parce que si on veut vivre ensemble, c'est le seul moyen ».

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le retour de l'infrapolitique ?

Cela relève encore du signal faible, mais il semble se passer des choses au niveau infrapolitique. Se dessine en arrière-scène une nouvelle échelle d'action choisie, locale, mais pas forcément géographique, où les individus « bricolent » des formes d'autonomie et de liens réels ou numériques, hors des institutions et des grandes structures. De nouvelles formes de mutualisation s'opèrent, de nouveaux rapports se font jour, des collectifs se forment (de voisins, de parents, etc.), qui ne se revendiquent pas comme tels... tout cela sous les radars institutionnels.

Ces mouvements ne se disent pas politiques, mais leurs effets le sont. Ils font d'ailleurs fortement écho aux travaux de James C. Scott sur l'infrapolitique⁹ : « Jusqu'à fort récemment, la plus grande partie de la vie politique active des groupes dominés a été ignorée parce qu'elle a lieu à un niveau qui est rarement reconnu comme politique. [...] l'action politique au grand jour est loin de constituer la totalité de l'action politique en général ».

Derrière toutes ces initiatives, il y a l'idée de revenir à quelque chose que l'on peut maîtriser, où l'on peut se créer ses propres réseaux de confiance, ses repères, pour se fabriquer une vie ou un environnement qui correspond mieux à ses envies, à ses valeurs ou à ses moyens économiques et financiers. Et qui nous redonne un certain pouvoir sur le cours des choses, même si c'est au niveau micro. Mamadou a 50 ans et travaille dans la restauration en banlieue parisienne. Pour lui, c'est le seul moyen de tenir : « On est dans un système morose. Il faut faire abstraction de tout ça parce que, sinon, on devient fou et donc après il faut avoir son petit réseau ». Du haut de ses 20 ans, Christopher, étudiant en management, en est aussi convaincu : « à notre niveau, on peut hacker le

quotidien ».

Tout le monde n'a pas les mêmes moyens humains, culturels, économiques pour reprendre la main, mais l'envie est là, de façon plus ou moins forte, consciente, assumée, revendiquée, que ce soit dans le rapport au travail et à l'entreprise, aux médias et aux réseaux sociaux, à la consommation, etc. Derrière le repli qu'on évoque à longueur de médias se cache, selon nous, toute une ingénierie sociale qu'on aurait tort de sous-estimer.

Du jardin partagé à la milice privée

Ce qui se passe au niveau infra regroupe des réalités différentes et des objectifs variés. Les exemples sont nombreux. Tous témoignent d'une réorganisation citoyenne, pour le meilleur, mais aussi potentiellement pour le pire. Il peut, en effet, s'agir de parer à l'isolement, de compenser les défaillances de certains services publics ou sociaux, de se réappropriier des compétences utiles en ces temps difficiles économiquement ou d'un point de vue environnemental, etc. Mais, il peut aussi être question d'asseoir de nouveaux contre-pouvoirs, de s'organiser pour se défendre et se faire justice. Ces initiatives peuvent être émancipatrices, utilitaires, tout comme destructrices pour la société.

Le réflexe serait aussi d'ancrer ces pratiques au niveau local, au sens géographique du terme. Car les réseaux sociaux offrent aussi une caisse de résonance inédite à toutes ces initiatives. De nouveaux groupes ou communautés émergent sur WhatsApp, Instagram, Facebook, etc. qui deviennent de nouveaux réseaux de confiance ou d'affiliation. On pense aux groupes de jeunes parents, de parents d'élèves, de voisins, de *gamers*, mais aussi de salariés non syndiqués, etc. Des réseaux du quotidien où la politique s'invite, de façon nouvelle, plus ou moins revendiquée, jamais totalement institutionnalisée.

Les réseaux de voisins, réels ou numériques, retiennent particulièrement notre attention, parce qu'ils offrent différentes facettes d'un même mouvement. Il y a tout ce que nous pourrions appeler le « care » du voisinage, totalement informel, mais dont l'impact sur le quotidien des individus est réel. Il ne s'agit pas d'idéaliser ces rapports de voisinage. Mais les études que nous menons sur le terrain témoignent souvent d'une vie quotidienne où les réseaux de solidarité (qui ne sont jamais nommés comme tels par les protagonistes) existent. Rôle de vigie sur l'état d'isolement des personnes vieillissantes, petits services rendus entre générations, mise à disposition d'un véhicule, mais aussi création de cellules de convivialité, etc. : le quotidien qu'on nous décrit ne ressemble pas toujours au « chacun chez soi ». En outre, comme nous sommes en France, la nourriture y occupe souvent une place de choix. Elle continue d'apparaître comme un vecteur de liens

extrêmement important. Yvette, retraitée de la SNCF depuis une petite dizaine d'années, nous raconte avec le sourire cette cuisine qu'elle fait toujours « en trop » et qu'elle apporte à son « petit voisin étudiant » qui vit de l'autre côté du palier. Ces témoignages reviennent suffisamment souvent pour nous faire penser qu'ils ne sont pas anecdotiques. Ils nourrissent d'ailleurs les imaginaires. L'idée de « jardins collectifs ou partagés », où l'on cultiverait ses fruits et légumes, revient à maintes reprises chez les personnes que nous interrogeons lorsqu'il s'agit de se projeter en 2050, et ceci, quelle que soit son orientation politique et ses moyens financiers : un moyen de reprendre la main sur sa consommation tout en retrouvant du lien.

Mais, derrière l'entraide et la solidarité, certaines associations de voisins se constituent avant tout dans une optique de défense des droits ou de protection. Les fondateurs de « Voisins vigilants et solidaires » se sont ainsi inspirés des « neighbourhood watch » anglosaxons, destinés à organiser une surveillance de quartier par les habitants. Yves, ancien ouvrier dans la logistique, qui habite dans le Nord de la France, raconte comment, avec ses voisins, ils ont chassé les « gamins qui squattaient en haut de l'immeuble ». Leurs appels à la police étaient restés sans suite, alors ils ont décidé d'intervenir eux-mêmes. Les habitants s'organisent, que ce soit numériquement (*via* des groupes WhatsApp) ou physiquement (rondes, expulsions citoyennes). L'explosion des inscriptions dans les clubs de tir, alors que le nombre de chasseurs en France ne fait que diminuer, peut d'ailleurs inquiéter. Plusieurs articles relatent aussi la façon dont les associations de voisins ou de copropriétaires luttent, par exemple, contre le narcotrafic dans les quartiers nord de Marseille. Les narcotrafiquants font d'ailleurs eux-mêmes de la politique sans le dire, lorsqu'ils s'investissent dans la vie des quartiers, en finançant des séjours en colonie pour les petits, en montant les courses des personnes âgées, en distribuant des jouets aux enfants, en soutenant des associations influentes, etc. Ils tentent de remplacer un État défaillant et des élus locaux dépassés par les événements, pour mieux asseoir leur contre-pouvoir.

Toutes ces dynamiques n'ont pas les mêmes effets, mais toutes se passent en dehors des institutions. Vitalité démocratique ou délitement silencieux ? La question reste ouverte.

Quand le quotidien devient politique

Quoiqu'il en soit, cette nouvelle échelle d'action n'est pas un repli apolitique mais bien un refuge actif, qui ne trouve pour le moment aucune traduction idéologique au niveau national. Ces initiatives du quotidien, qui viennent d'en bas, ne sont pas seulement des formes d'adaptation individuelle. Elles révèlent selon nous un déplacement du politique vers des espaces plus proches de la vie ordinaire : voisinage, travail, consommation, sociabilités locales.

Elles ont pour moteur une fatigue démocratique d'un genre nouveau. Hier, les luttes s'organisaient autour de la revendication des droits, pour faire pression sur les institutions. Aujourd'hui, une partie de la société ne réclame plus : elle contourne, s'organise à côté. Et cette situation est sans doute encore plus déstabilisante pour les institutions, qui doivent plus que jamais se réinventer. Ces dernières auraient tort de penser qu'il suffit d'introduire une dose de démocratie directe pour répondre à ce qui se trame en arrière-plan. La demande d'horizontalité est réelle : 59% des Français placent le référendum en tête du système politique idéal¹⁰. Mais cela ne suffira pas.

Sous la fatigue, quelque chose circule, s'organise. Ce que Edward P. Thompson appelait l'histoire « par en bas¹¹ », celle qui se fait loin des institutions, dans l'épaisseur du quotidien, n'a peut-être pas fini de faire parler d'elle. Reste à savoir si le politique saura reconnaître, soutenir, contenir parfois ce qui se trame « en bas », ou s'il continuera à regarder la surface en s'étonnant que le pays lui échappe.

1. Également directrice de L'ObSoCo.
2. L'ObSoCo – Observatoire des nouvelles perspectives utopiques, mars 2026.
3. Nicolas Tenaillon, « Le « nihilisme » chez Nietzsche, c'est quoi ? », *Philosophie magazine*, 15 mai 2025.
4. L'ObSoCo – Observatoire des nouvelles perspectives utopiques, mars 2026.
5. Nicolas Tenaillon, *op. cit.*
6. L'ObSoCo – Observatoire Gamm vert de l'autoproduction, 2024.
7. Ibid.
8. L'ObSoCo – Observatoire des nouvelles perspectives utopiques, mars 2026.
9. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.
10. L'ObSoCo – Observatoire des nouvelles perspectives utopiques, mars 2026.
11. François Jarrige, « E. P. Thompson, une vie de combat », *La vie des idées*, janvier 2015.